



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 47 – Semaines du 16 au 27 janvier 2023

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Rodrigo Agostinho est nommé président de l'Ibama.

Énergie

- ❖ Les producteurs d'éthanol en difficulté après le prolongement de l'exonération sur les carburants.
- ❖ L'*Inflation Reduction Act* américain inquiète l'industrie minière d'Amérique latine.
- ❖ L'ouverture du marché de l'énergie électrique pourrait représenter un marché de 106 000 consommateurs en 2024.
- ❖ Les priorités du nouveau Ministère des Mines et de l'Énergie.

Infrastructures & Transports

- ❖ Les émissions de CO₂ des transports pourraient baisser de 5,6% d'ici 10 ans.
- ❖ Le Ministère des Transports publie son plan d'action pour les 100 premiers jours de gouvernance.
- ❖ En 2022, le port de Santos a connu un mouvement record de marchandises.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ L'Abcon prévoit 14 enchères municipales des services d'eau et d'assainissement en 2023.

Et Aussi

- ❖ Curitiba, Florianópolis et São Paulo sont en tête du *Ranking Connected Smart Cities 2022*.
- ❖ Une nette augmentation du recours aux PPP et aux concessions par les États fédérés depuis 2019.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La plateforme d'IA Previsia cartographie les zones à haut risque de déforestation.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

Rodrigo Agostinho est nommé président de l'Ibama

La Ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Marina Silva, a nommé **Rodrigo Agostinho** président de l'Institut brésilien de l'Environnement et des Ressources naturelles renouvelables (Ibama) le 14 janvier.

Biologiste et avocat, il a été député fédéral (PSB-SP) jusqu'en 2022. Il a été membre du Conseil national de l'environnement (Conama) pendant plus de 10 ans, ainsi que de la Commission « Droit de

l'environnement » de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Parmi les **priorités de l'Ibama et de son nouveau président** figurent : le renforcement des **ressources financières et humaines** de l'institut ; la consolidation des **structures de surveillance et de contrôle** de l'environnement, en particulier dans l'Amazonie légale ; la **lutte contre l'exploitation minière et forestière illégale**, ainsi que contre la violence à l'égard des agents de l'Ibama ; le **contrôle des incendies** ; et l'application effective d'**amendes environnementales**. (Article [ici](#))

Énergie

Les producteurs d'éthanol en difficulté après le prolongement de l'exonération sur les carburants

A l'instar de la **canne à sucre, le maïs est utilisé pour la production brésilienne d'éthanol** anhydre (mélangé ensuite à l'essence) ou hydraté (utilisé tel quel, et entrant donc en compétition avec les autres carburants). Au cours de l'année 2022, dans un contexte social tendu et avant les échéances électorales, la hausse des prix de l'essence a mené à **plusieurs décisions ayant impacté l'industrie nationale d'éthanol hydraté** : le retrait de la taxe sur les importations d'éthanol jusqu'à la fin de l'année 2022, la réduction de la taxe ICMS des États sur les carburants, et l'exemption de taxes fédérales pour tous les carburants, qui ont supprimé le différentiel d'imposition donnant un avantage à l'éthanol hydraté par rapport à l'essence.

Le 2 janvier 2023, le président Lula a **prolongé l'exemption de taxes sur les carburants de deux mois**. L'Union des industriels de canne à sucre, le Forum national Sucro-énergétique, ainsi que l'Union

nationale de l'éthanol de maïs (Unem) ont fortement réagi à cette décision mettant en évidence une nette perte de compétitivité. **Les producteurs d'éthanol à partir de canne à sucre songent à miser sur la production d'édulcorant**, tandis que **les producteurs d'éthanol à partir de maïs optent pour une production plus importante d'éthanol anhydre**. Ainsi, selon les données divulguées par l'Unem, le volume de production d'éthanol anhydre dans les usines d'éthanol de maïs a augmenté de 17,1% entre les mois d'avril et décembre 2022, tandis que la production d'éthanol hydraté a baissé de 8,6%. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

L'*Inflation Reduction Act* américain inquiète l'industrie minière d'Amérique latine

L'*Inflation Reduction Act* (IRA), voté par le Congrès américain, prévoit plus de **360 Mds USD de subventions pour la transition énergétique**, notamment pour la construction d'infrastructures de production d'énergie propre et d'usines de fabrications de voitures électriques.

Cette loi pourrait **modifier l'équilibre du développement du secteur minier dans plusieurs pays d'Amérique latine**, dans un contexte d'accroissement de la demande mondiale de matières premières pour les batteries. En effet, afin de bénéficier des subventions de l'IRA, les entreprises basées aux Etats-Unis doivent utiliser **80% de composants « extraits ou transformés » par des entreprises situées aux États-Unis ou dans un pays ayant signé un accord de libre-échange** avec Washington d'ici 2027. Si le Chili, la Colombie et le Pérou ont déjà des accords de libre-échange avec les Etats-Unis, **l'Argentine, le Brésil et l'Equateur cherchent actuellement à établir des exceptions à l'IRA ou des accords commerciaux** pour préserver les exportations de métaux vers les Etats-Unis.

Les Etats-Unis sont aujourd'hui le deuxième pays importateur de métaux brésiliens (8% du total), derrière la Chine. L'Amérique latine possède 58% des réserves mondiales identifiées de lithium, 41% des réserves identifiées de cuivre et 24% des réserves identifiées de nickel, trois métaux fondamentaux pour la transition énergétique. (Article [ici](#))

L'ouverture du marché de l'énergie électrique pourrait représenter un marché de 106 000 consommateurs en 2024

Le **marché libre de l'électricité**, où les consommateurs peuvent choisir leur fournisseur d'électricité, représente plus de 10 700 consommateurs, soit **37% de la consommation d'électricité du Brésil**. Selon les données de l'Association Brésilienne de Commercialisation de l'Energie (Abraceel), **61% de l'électricité produite avec des énergies renouvelables** – éolien, solaire de grande portée, biomasse et petites centrales hydroélectriques – **était consommée sur le marché libre en novembre 2022**, contre 50% en novembre 2021. Par ailleurs, selon l'Agence Nationale de l'Energie Electrique (Aneel), **la capacité de production d'électricité centralisée brésilienne devrait s'étendre de 10,3 GW en 2023**, avec plus de

92% de renouvelables, et **près de 72% destinés au marché libre**.

A partir de janvier 2024, tous les consommateurs de haute tension (supérieure à 2,3 kV) auront la possibilité de rejoindre le marché libre et de choisir leur fournisseur d'électricité. **Avec ce nouveau marché potentiel de près de 106 000 consommateurs, les entreprises du secteur commencent à développer et promouvoir leurs offres auprès des segments B2B**. C'est notamment le cas de Neoenergia, devenue sponsor de la sélection nationale brésilienne féminine de football, et d'Engie Brasil Energia, devenue sponsor de la Confédération brésilienne de tennis. **Avec l'ouverture du marché libre de l'électricité à tous les consommateurs, envisagée pour 2028**, le secteur électrique qui représente 90 M de contrats de consommation pourrait devenir l'un des six plus importants débouchés pour le marché publicitaire brésilien. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Les priorités du nouveau Ministère des Mines et de l'Énergie

Le 13 janvier, le Ministre des Mines et de l'Energie, Alexandre Silveira, a présenté les priorités de son ministère. Parmi elles : **l'universalisation de l'accès à l'électricité** provenant de sources renouvelables et la **baisse des tarifs d'électricité**, notamment pour les populations les plus défavorisées ; la **meilleure utilisation du gaz naturel** pour le développement régional et **l'exploitation responsable des ressources minières**. Dans son discours d'investiture, le Ministre avait également présenté **l'augmentation des capacités de raffinage du pays** comme une priorité pour lutter contre la dépendance aux importations de dérivés du pétrole, ainsi que la **suspension du programme de désinvestissement de la Major publique Petrobras**.

Alexandre Silveira a débuté sa carrière politique en 2006, en tant que **député fédéral du Minas Gerais**. Il rejoint dès 2011 le gouvernement de l'Etat en tant que **Secrétaire d'Etat à la Gestion métropolitaine**,

puis **Secrétaire d'Etat à la Santé**. En 2018, il devient **directeur juridique du Président du Sénat**, Rodrigo Pacheco, puis, dès février 2022, **sénateur** (après la

démission d'Antônio Anastasia). Alexandre Silveira est depuis le 1^{er} janvier 2023 **Ministre des Mines et de l'Energie**. (Articles [ici](#) et [ici](#))



Infrastructures & Transports

Les émissions de CO₂ des transports pourraient baisser de 5,6% d'ici 10 ans

Selon une **étude publiée par l'Entreprise de Recherche Energétique (EPE)**, institution publique dépendante du Ministère des Mines et de l'Energie (MME), **les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant du secteur des transports – sur l'ensemble du cycle de vie des carburants – devraient baisser de 5,6% d'ici 2032**. Cette projection s'appuie principalement sur l'**utilisation accrue de carburants renouvelables**. Celle-ci est portée par des **politiques publiques**, telles que la Politique nationale sur les biocarburants (RenovaBio) et le Programme national de production et d'utilisation de biodiesel, mais également par des **évolutions techniques telles que les moteurs « flex fuel »**, qui peuvent utiliser à la fois de l'essence et/ou de l'éthanol, et qui célèbrent cette année leurs 20 ans. L'EPE considère également, parmi les facteurs de réduction des émissions de carbone, **l'entrée du biométhane, de l'hydrogène vert et d'autres carburants renouvelables dans la matrice des transports** ainsi que **le développement des transports électriques**. (Article [ici](#))

Le Ministère des Transports publie son plan d'action pour les 100 premiers jours de gouvernance

A l'issue d'une **consultation publique**, le Ministre des Transports, Renan Filho, a présenté le 18 janvier le **plan d'action pour les 100 premiers jours de son Ministère, jusqu'en avril – pour un budget estimé de 1,7 Md BRL (302 M EUR)** sur la période. Si le plan inclut le renforcement d'actions visant à **attirer les**

capitaux privés, il prévoit des actions très spécifiques pour les deux domaines de compétence du Ministère.

Dans le **domaine ferroviaire, aucune prévision de nouveaux travaux ou de reprise de travaux** n'est prévue dans les 100 premiers jours. Le nouveau Ministère des Transports a toutefois souligné sa volonté d'**étendre le réseau ferroviaire**, en particulier pour le transport de marchandises (projets FIOL, Ferrogrão), ainsi que de structurer un programme de PPP et une politique nationale pour développer le transport de passagers. Dans le **domaine routier et autoroutier**, le plan prévoit la **construction ou revitalisation de 861 km d'autoroutes** ; la **construction ou revitalisation de 72 ponts et viaducs** ; et la **reprise de travaux sur 670 km de routes fédérales**, sans date prévue d'achèvement. L'objectif est d'**améliorer le réseau routier – et donc la sécurité routière –**, par exemple via la duplication des routes à forte demande, la création de troisièmes voies ou l'amélioration de la signalisation. (Articles [ici](#) et [ici](#))

En 2022, le port de Santos a connu un mouvement record de marchandises

Le port de Santos, premier port d'Amérique latine, a vu transiter **162,4 millions de tonnes de marchandises en 2022, soit 10,5% de plus qu'en 2021 – qui avait elle-même été une année record**. En 2022, **le port a également atteint un record en termes de manutention de conteneurs, déplaçant 5 millions d'EPV** (unité équivalente à un conteneur de 38,5 m²) – une augmentation de 3,2% par rapport à 2021. (Article [ici](#))



Eau, Assainissement, Déchets

L'Abcon prévoit 14 enchères municipales des services d'eau et d'assainissement en 2023

Alors qu'aucune privatisation d'entreprise publique au sein des Etats fédérés ne semble prévue pour 2023, **l'Abcon (association des opérateurs privés du secteur de l'eau et l'assainissement) estime que 14 appels d'offres pourraient être lancés par des municipalités cette année, représentant des investissements prévisionnels d'au moins 740 M BRL (131 M EUR).** Selon une enquête de Radar PPP, **101 initiatives sont actuellement en cours de structuration** à l'échelle des municipalités et des

consortiums dans le secteur de l'eau et l'assainissement – **dont 56 « matures »** (structuration achevée, en consultation publique ou en appel d'offres). L'Abcon souligne également le fait que **2023 pourrait être une année propice à la passation de marchés par les municipalités**, en raison du cycle électoral (3^{ème} année de mandat de quatre ans des administrations). Le secteur de l'eau et l'assainissement, tout particulièrement à échelon municipal, fait cependant face à **plusieurs défis : incertitudes réglementaires et liées aux modèles économiques des projets, difficulté des municipalités à structurer des appels d'offres.** (Article [ici](#))

&+ Et Aussi

Curitiba, Florianópolis et São Paulo sont en tête du *Ranking Connected Smart Cities* 2022

Elaboré par le cabinet de conseil aux entreprises **Urban Systems, en partenariat avec Necta** (à l'origine de la plateforme et des événements *Connected Smart Cities*), **le *Ranking Connected Smart Cities* se compose de 75 indicateurs autour de 11 axes thématiques** (économie, mobilité, éducation, urbanisme, santé, environnement, sécurité, énergie, entrepreneuriat, technologie et innovation, gouvernance).

L'édition 2022 de ce classement a cartographié 680 municipalités de plus de 50 000 habitants, et **défini Curitiba (Etat du Paraná) comme la 1^{ère} « ville intelligente » (« smart city ») du Brésil.** Suivent **Florianópolis (Santa Catarina) en 2^{ème} position puis São Paulo en 3^{ème} position**, le top 10 étant composé des villes suivantes : São Caetano do Sul (São Paulo), Campinas (São Paulo), Brasília (District Fédéral), Vitória (Espírito Santo), Niterói (Rio

de Janeiro), Salvador (Bahia) et Rio de Janeiro. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Une nette augmentation du recours aux PPP et aux concessions par les Etats fédérés depuis 2019

D'après une étude réalisée par le cabinet Radar PPP, **le nombre total d'initiatives de partenariat public-privé (PPP) et de concession lancées par les Etats est passé de 248 sur la période 2015-2018 à 357 sur la période 2019-2022.** Le nombre de **contrats signés** par les Etats a également augmenté de manière significative, **passant de 27 projets et 50,3 Mds BRL (9 Mds EUR) en volume contractuel** (revenus attendus sur la période de la concession) **sur la période 2015-2018, à 104 projets et 234 Mds BRL (42 Mds EUR) en volume contractuel sur la période 2019-2022.**

Entre 2019 et 2022, les projets ont été mis en œuvre **dans 19 Etats**, témoignant de l'ampleur du mouvement dans l'ensemble du pays – **même si**

certains projets et Etats ont concentré une grande partie des volumes financiers (e.g. privatisation de la CEDAE dans l'Etat de Rio de Janeiro ; 13 projets dans le seul Etat de São Paulo). **En termes sectoriels**, les secteurs qui ont concentré le plus de projets de PPP et de concession sont **l'eau et l'assainissement** – poussé par le nouveau cadre réglementaire de 2020 –, **puis les autoroutes**. **La croissance du recours aux PPP et concessions par les Etats devrait se poursuivre** sous les

nouveaux gouvernements des Etats, d'abord sous l'effet de la **crise budgétaire** : ces contrats permettent de réaliser des investissements tout en réduisant les dépenses publiques. Ils sont par ailleurs **soutenus par la coordination du PPI** (Programme de Partenariats d'Investissement) **et l'appui des banques publiques**, telles que la BNDES ou Caixa, dans la structuration des projets. **191 initiatives de PPP ou concession sont actuellement en cours** au sein des Etats fédérés. (Article [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

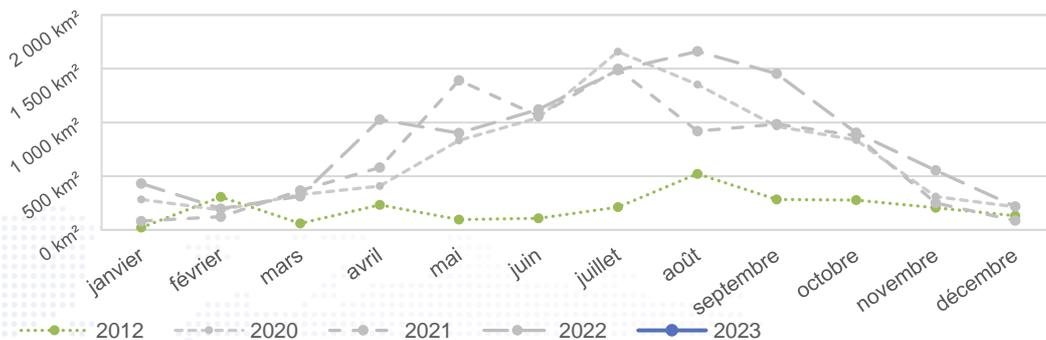
La plateforme d'IA Previsia cartographie les zones à haut risque de déforestation

L'Institut de l'Homme et l'Environnement en Amazonie (Imazon), l'entreprise Microsoft et la Fondation Vale ont conjointement développé et mis en service en 2021 **Previsia, une plateforme accessible en open source qui se base sur l'intelligence artificielle afin de cartographier les zones à haut risque de déforestation sur une base annuelle**. Outre la **reconnaissance par satellite des routes légales et illégales**, l'outil croise ces informations avec des

données relatives à l'activité économique (notamment celle susceptible de générer de la déforestation), **la topographie, la couverture du sol, les infrastructures et l'historique de la déforestation**.

L'outil estime, par exemple, que **l'Amazonie pourrait perdre 11 805 km² supplémentaires de forêt indigène en 2023**. Previsia estime également qu'en 2023, **les Etats les plus touchés par la déforestation seront le Pará, l'Amazonas et le Mato Grosso**, qui représenteront à eux seuls 73% de la déforestation totale. (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} au 20 janvier

321 km²
en 2023

- 69%
Par rapport à 2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien ANDRIEUX,

Rédacteurs :

Pour s'abonner :

Crédits photo :

Chef du Service Economique Régional de Brasília

Mathieu RIVALLAIN, Clémence PIERRE,

François-Xavier FLAMAND, Pauline MARC-TUDOR

mathieu.rivallain@dgtresor.gouv.fr

clemence.pierre@dgtresor.gouv.fr

©marchello74